

bat de Nicolas Dubost vise à promouvoir le « poor lonesome Lucky Luke » dans le rôle de l'élus et romancer son rôle de justicier social envers tous.

Si l'on doit admettre la faiblesse syndicale, en nombre d'adhérents, dans les PME, pour le suivi des élus et des désignés et une évolution nécessaire des règles de la représentativité et du dialogue social, la solution n'est

pas dans l'opposition entre les élus et les désignés.

L'équilibre est fragile, mais l'articulation des instances par un syndicat libre, démocratique et indépendant et l'adhésion des élus sont les seuls remparts efficaces contre les arbitraires patronaux ou gouvernementaux.

Martine Zuber

Jacques Delors et l'association Notre Europe **L'Europe tragique et magnifique**

Editions Saint-Simon, 2007. 192 pages, 14,5 euros

Après le triste anniversaire des 50 ans du traité de Rome, dans une Europe paralysée par les « non » français et hollandais et délaissée dans les projets présidentiels d'une campagne très franco-française, ce livre remet sur la scène les fondamentaux de l'Europe.

Jacques Delors et Notre Europe, groupe de réflexion qui fête ses 10 ans et dont il est le président fondateur, apportent de l'analyse et de la perspective sur l'ensemble des nombreuses questions en suspens : politiques, institutionnelles, économiques, monétaires, sociales et culturelles.

Le livre est construit autour de huit thématiques clés organisées en chapitres dont les titres résument la force des propos : Le défi de l'élargissement, La dimension sociale, Le test de l'Union économique et monétaire, Le casse-tête des institutions, L'Union et le monde extérieur, L'Europe, ses cultures et ses citoyens, Pour un oui ou pour un non, L'unité de l'Europe, un projet pour le XXI^e siècle.

Concernant le problème des institutions, Jacques Delors revendique une approche philosophique du « gouvernement des hommes et de l'administration des choses » Il définit la subsidiarité ainsi : « traiter les problèmes le plus près possible de ceux qui sont intéressés par leur solution et, à l'inverse, monter plus haut dans la hiérarchie des pouvoirs, si c'est plus haut qu'on peut mieux résoudre les problèmes ».

C'est ce modèle de subsidiarité aussi qui structure le dialogue social et la négociation collective au niveau européen où il s'agit sortir du conflit entre politique sociale et performance économique pour y organiser une « dialectique » et la recherche d'accords collectifs. Ainsi, les partenaires sociaux européens sont systématiquement concertés avant toute législation sur le champ social et bénéficient d'une saisine autonome par la voie conventionnelle. La France vient à peine de se doter partiellement de ce principe de concertation préalable des partenaires sociaux.

Ce livre est conseillé notamment aux eurosceptiques : la panne européenne n'est pas éludée, les réponses ne sont pas simplistes, mais sont confrontées à l'histoire, au projet des

fondateurs, à la multiplicité des acteurs, à la recherche permanente d'un équilibre entre réalisme économique et solidarité.

Martine Zuber

Dominique Méda, Hélène Périvier
Le deuxième âge de l'émancipation

Seuil, 2007. 96 pages, 10,5 euros

Le sentiment dominant conduit aujourd'hui à considérer l'émancipation des femmes, revendication des féministes, comme acquise. Les conditions de l'autonomie en droit sont réunies, c'est un fait mais la réalité est toute autre. Les auteures de cet ouvrage à partir de quelques chiffres sur le taux d'activité mais surtout sur la nature des emplois, montrent que l'égalité reste à faire. Au-delà d'une question de justice sociale mise en avant par toutes celles qui se sont battues depuis des décennies, l'ouvrage pose la question sous un angle nouveau : l'intérêt économique pour les entreprises et pour la société à améliorer l'égalité professionnelle et donc la nécessité d'une profonde réorganisation du travail.

L'intérêt aujourd'hui n'est pas seulement celui de la moitié environ des citoyens mais celui de la collectivité dans son ensemble. La sous utilisation de l'investissement en formation, le transfert de charges collectives sur la protection sociale, fragilisent l'ensemble de notre sys-

tème économique. Concernant plus précisément les cadres et l'accès aux postes de responsabilité, les auteures analysent deux expériences étrangères dans des registres d'actions soit encadrées soit libérales mais qui réussissent mieux à « désagréger » le fameux plafond de verre auquel se heurtent toujours les françaises.

Au-delà des pistes traditionnelles autour de la prise en charge de la petite enfance ou de mesures introduisant la fiscalité séparée dans les couples, l'ouvrage aborde la question du temps de travail, suggère de revoir la norme de travail à plein temps pour tout le monde, aménagée sur l'ensemble de la vie active et s'imposant comme une nouvelle norme sociale. Aux partenaires sociaux d'ouvrir ce chantier sur la responsabilité des entreprises dans la gestion des temps : la CFDT Cadres est prête à relever ce défi et l'ouvrage permet d'ouvrir de nouvelles perspectives de négociation.

Monique Boutrand